



La culture pour tous ?

Jean-Pierre Saez

Notre débat intervient dans un moment particulier : celui d'une crise ouverte par le mouvement des gilets jaunes. On a pu remarquer que le thème de la culture était largement absent des revendications de ce mouvement. Ce n'est malheureusement pas rassurant. C'est sans doute que cette crise manifeste le retour d'une question oubliée et même négligée : celle de la question sociale dans le débat public. Alors que le rapport culture/démocratie est constamment revisité depuis les années 1960, pourquoi la culture apparaît-elle comme la grande absente des discussions qui se sont déroulées sur les ronds-points ? Comment les inégalités sociales et territoriales se répercutent-elles dans les pratiques culturelles ? Que fait-on pour améliorer, stimuler, la participation des habitants à la vie artistique et culturelle ? Quelle connaissance a-t-on de ce que l'on fait, c'est-à-dire des effets des politiques culturelles ? Que faudrait-il faire pour aller au-delà des limites auxquelles on se heurte en matière d'implication et de reconnaissance de tout un chacun dans la culture ? En quoi la construction d'une relation à l'art et au patrimoine peut-elle avoir des vertus émancipatrices ?

Cette quasi absence dans les doléances des manifestants de la question culturelle est un vrai paradoxe. Pourquoi ? Tout simplement parce que la culture est ce qui nous constitue en tant que société ! Elle est la matière première du vivre ensemble. Elle est ce qui nous permet de nous reconnaître mutuellement. Elle est cette dimension symbolique de valeurs, de signes, de comportements et de pratiques qui nous relie, au-delà des divergences légitimes d'opinion. Elle est à la source de tout mouvement vers l'Autre, la condition de base de tout dialogue. Elle est le lien social lui-même disait Edgar Morin. Grâce à l'action conjuguée des pouvoirs publics, des professionnels, des artistes et de la société civile, elle peut s'avérer un levier incomparable de formation de la personnalité, d'enrichissement des sensibilités, d'éducation civique, de citoyenneté. Alors oui, que la culture comme ferment d'expression de la dignité de chacune et chacun ne soit pas nommée dans les revendications multiples qui se sont exprimées tout au long de l'automne est un motif d'interrogation et même d'inquiétude quant à l'état de notre société.

Avant d'entrer plus avant dans la discussion, j'aimerais soutenir quelques idées simples et sans doute évidentes - quoique -, afin d'éviter tout malentendu par la suite :

On ne peut pas vivre sans culture parce qu'elle est la matrice de notre humanité

Tout le monde est porteur de culture

Tout le monde s'adonne à des pratiques « culturelles » plus ou moins diversifiées selon les catégories sociales,

plus ou moins marquées selon les générations.

Seulement, nous nous heurtons à un problème récurrent. Il existe des dispositifs de partage et d'élargissement de l'offre culturelle que l'on appelle les politiques culturelles. Elles prennent appui sur des services, des équipements, des institutions, des festivals, des actions artistiques et culturelles, des associations. Elles ont une vocation et une ambition démocratique mais leur portée démocratique réelle est régulièrement questionnée.

Le débat d'aujourd'hui peut-il être l'occasion de souligner ce qui a été réalisé et qui, à bien des égards, est remarquable si on se compare à la plupart des pays du monde ? Mais peut-il aussi nous aider à prendre conscience des limites, des manques, des imperfections, des points aveugles de notre système culturel et nous proposer de nouvelles orientations qui pourraient favoriser une plus large participation culturelle, c'est-à-dire introduire plus de démocratie, plus d'égalité dans cette sphère de la vie sociale ?

« Culture pour tous », tel est le titre de notre débat. Mais, si l'on veut bien entendre l'implicite et l'explicite de ce qui s'exprime à la faveur de ce grand débat ou de ce qui plus généralement provient de la société, il s'agit aussi de parler de culture par tous, c'est-à-dire par chaque personne, de culture avec tous, et de diversité culturelle en tant que bien commun et bien à partager selon les goûts de chacun. En écho à cette problématique, je relève, dans une contribution de la plateforme mise en place par *Beaux Arts*, *Le Quotidien de l'art* et la Fondation du patrimoine, que la notion de participation est considérée par une contributrice, à juste titre selon moi, comme une notion clé pour définir un horizon d'action pour les politiques culturelles : développer les conditions d'une participation du plus grand nombre à la vie artistique et culturelle, permettre à chaque personne de vivre une multiplicité de relations aux arts et à la culture, voilà le défi.

Il y a différentes manières d'appréhender les pratiques culturelles. Le travail de chercheurs et du monde de la culture montre des constantes et des changements à cet égard. Les pratiques ont énormément évolué avec le développement des écrans et des outils numériques à notre disposition. L'impact culturel, sociétal, anthropologique, du numérique est considérable : l'usage des ordinateurs, des jeux vidéo, du MP3, et, plus que tout, des smartphones, structure nos gestes, nos vies, nos imaginaires, notre temps quotidien. Il offre à chacun, en principe, la possibilité de naviguer dans de multiples environnements culturels et même de devenir producteur et diffuseur de ses propres œuvres. Voici une capacité créative qui mérite d'être valorisée. Si la fracture dite numérique tend à se résorber, c'est-à-dire l'accès à Internet, certaines zones géographiques de notre pays sont encore mal desservies. De plus, il nous faut travailler davantage sur l'illectronisme de personnes en situation d'illettrisme ainsi que de personnes âgées dépassées par les évolutions technologiques. Mais il est un défi majeur qui concerne toutes les catégories d'âge et notamment les plus jeunes, c'est celui de la fracture cognitive, c'est-à-dire de la capacité à utiliser les ressources numériques pour améliorer sa formation, son information, pour pratiquer le web avec davantage de discernement ou étendre ses choix. Du côté de la production de contenus artistiques et culturels, le compte n'y est pas non plus. De ce point de vue, la question qui se pose est de savoir comment mieux soutenir la production d'œuvres culturelles et de création. Les acteurs des générations 2.0 ont des solutions innovantes à proposer. Elles impliquent une actualisation des logiciels des politiques culturelles publiques comme de constituer, par exemple, à l'instar du 1% artistique, un 1% dédié à des œuvres numériques à partir des investissements publics dédiés au développement ou à l'amélioration du trafic dans la sphère digitale...

L'enquête en cours du Département des études et de la prospective du ministère de la Culture permettra, dans le courant de l'année 2019, de mieux saisir les dernières tendances touchant aux pratiques culturelles des Français. Les données établies en 2008 nous fournissent encore de précieux enseignements pour apprécier les changements ou les difficultés structurelles. En 2008, on constatait que le temps passé devant les écrans avait

encore augmenté par rapport à l'enquête précédente datant de 1997. La seule pratique télévisuelle atteignait 3 heures par jour. L'enquête laissait entrevoir aussi que la télé divisait les générations, les jeunes accordant plus d'attention aux nouveaux écrans. Aujourd'hui, il est probable que le temps passé devant les autres écrans, pour les plus jeunes en tout cas, dépasse sensiblement le temps consacré à la télé, ce qui en temps cumulé peut finir par donner le vertige tant notre addiction aux écrans s'amplifie. La même enquête indiquait que la fréquentation des équipements est restée stable. Dans un contexte d'élargissement de l'offre marchande et numérique, ce résultat peut être considéré comme remarquable. En outre, on estimait que 75 % des Français avait fréquenté un équipement (principalement de cinéma) dans l'année. Ce qui, *a contrario*, n'est pas le cas pour 25 % de nos concitoyens. Cependant, là où le bât blesse le plus, là où se manifeste les inégalités d'accès les plus profondes et les plus significatives, c'est que seul un quart des Français sont des usagers réguliers des équipements culturels, une réalité qui peut connaître des variations sensibles d'un territoire à l'autre. Certes, cela fait en soi beaucoup de monde, mais cela met à l'écart beaucoup plus de monde en proportion. Même s'il y a aussi une vie culturelle en dehors des équipements, dans la vie domestique, dans des pratiques de création individuelle ou collective, à travers l'offre des industries culturelles également, cet écart dans les pratiques est révélateur d'une loi d'airain mise en valeur par la sociologie : l'attrait pour l'offre culturelle est souvent corrélée au capital socio-éducatif. On comprend alors, ainsi que le soulignent plusieurs contributions, l'importance de l'éducation artistique et culturelle, conçue comme un programme d'action ayant vocation à immerger tous les enfants, tous les jeunes, dans des parcours artistiques réguliers et variés. Toutefois, plusieurs voix alertent pour signifier qu'il ne s'agit pas d'améliorer les statistiques si la dimension qualitative des projets doit en pâtir.

Pourquoi tous les Français ne fréquentent pas ces équipements culturels bien que le nombre de leurs usagers ait énormément augmenté, tout particulièrement grâce à la décentralisation culturelle ? L'aménagement culturel du territoire a connu en effet un essor remarquable, permettant de développer des offres et des services qui n'existaient pas auparavant dans toutes les villes. Cependant, l'examen des réalités urbaines et rurales nous rappellent que cet aménagement est non seulement une œuvre sans fin, mais une œuvre inachevée par définition, et qu'elle doit être révisée dans sa conception en fonction de la demande sociale, des pratiques de création ainsi que de la transformation des territoires et de leur aptitude à coopérer pour mutualiser leurs moyens.

On remarque que les institutions culturelles peuvent avoir un effet inhibant ou que des gens se sentent intimidés devant elles parce qu'ils ne disposent pas des codes pour les fréquenter. On sait aussi qu'il y a souvent une corrélation entre le bagage socio-éducatif et des pratiques culturelles diversifiées. Les témoignages récoltés sur la plateforme révèlent surtout que les freins sont économiques et sociaux pour une bonne partie de la population. Pourtant, les professionnels de la culture proposent de plus en plus de politiques de médiation en direction de populations défavorisées ou éloignées de l'offre culturelle. En outre, on se préoccupe plus fermement depuis plusieurs années, avec quelques anicroches dans le processus, de construire une éducation artistique et culturelle comme un vrai droit culturel pour chaque enfant.

Sait-on suffisamment comment faire savoir ce que l'on fait pour aller vers des publics plus éloignés ? Est-on suffisamment à l'écoute des attentes de la population dans toute sa diversité ? Prend-on suffisamment aussi en compte un phénomène que l'on hésitera pas à qualifier de civilisationnel : le besoin d'expression de soi ? Un besoin qui n'est pas sans lien avec le processus d'ouverture d'un côté, et les dynamiques d'individuation et de grégarité de l'autre, que l'on observe dans les sociétés contemporaines. Le succès des pratiques amateurs collectives tout comme le développement des pratiques créatives de chacun via les outils numériques représentent peut-être des manifestations d'expression qui sont autant d'indicateurs des changements qui affectent l'état psycho-anthropologique de nos contemporains.

Cette rapide esquisse des avancées et des limites des politiques culturelles en termes démocratiques nous enjoigt-

nent à remettre plus de culture dans le débat national alors même que l'effort culturel des collectivités publiques marque le pas. Les propositions recueillies sur la plateforme témoignent à la fois d'une volonté de participer à une nouvelle donne en matière culturelle tout en enjoignant les pouvoirs publics de tracer de nouvelles perspectives. On pourra remarquer que bon nombre des pistes mentionnées ont déjà été entendues ici et là, que certaines ont même fait l'objet d'évaluations. On peut aussi considérer qu'un exercice démocratique de ce type est assez rare et qu'il mérite pour cela toute notre attention. On relèvera aussi que certaines idées, quoique fréquemment réitérées, restent toujours pertinentes dans l'intention qu'elles dessinent. En rapport avec le thème de notre débat, relatif à la culture pour tous, on soulignera les propositions suivantes :

Développer des stratégies tarifaires plus avantageuses et la gratuité d'accès, notamment dans les musées. Certaines voix apportent un peu de profondeur à cette revendication en mettant en avant que toute politique de gratuité doit être accompagnée d'actions de médiation pour gagner en pertinence. D'autres que cette gratuité pourrait être financée par une taxe sur les GAFA - les grandes firmes de l'Internet.

Favoriser la reconnaissance de la diversité française, c'est-à-dire la diversité culturelle constitutive de notre pays. Donner une image plus populaire de la culture, recoudre culture et éducation populaire (une ambition que plusieurs anciens ministres de la culture placent au premier rang des objectifs qu'ils mettraient en avant, alors même que cela n'a pas été fait auparavant, notamment parce que le mandat d'un ministre de la culture n'excède guère deux ans en moyenne, une temporalité généralement insuffisante pour mettre en œuvre de grands chantiers de réforme).

Encourager une culture citoyenne (en inventant l'éducation civique de notre temps).

Renforcer l'éducation artistique et culturelle à l'école comme lieu de rassemblement de tous les enfants quel que soit leur milieu social (nota bene : on estime aujourd'hui que 50 % des enfants bénéficient d'une éducation artistique structurée, ce qui signifie que le chemin de sa démocratisation est encore long).

Élargir les horaires des équipements culturels, les adapter aux modes de vie.

Mieux prendre en compte l'égalité homme/femme dans les activités culturelles : on souligne ici la nécessité d'une démocratisation des responsabilités dans le secteur artistique et culturel, en retard à cet égard.

Faire de chaque lieu culturel un véritable lieu de vie. Outre qu'elle renvoie à l'idée que les institutions culturelles sont parfois perçues de manière distante, on peut aussi entendre dans cette demande un besoin de sociabilité dont on imagine qu'elle pourrait être régénérée par les lieux culturels.

Développer des applications numériques permettant de repérer l'offre culturelle locale.

Ne pas oublier les retraités qui ont une appétence pour la culture mais qui sont souvent freinés dans leurs pratiques par des barrières financières.

Pass culture : oui mais adapté aux conditions sociales des personnes et donc dédié prioritairement aux revenus modestes.

Soigner la condition des artistes et être attentif à leurs droits : dans ces recommandations, il y a la conscience que les politiques culturelles prennent appui sur les ressources que représentent les artistes et les œuvres qu'ils produisent. Démocratiser la vie culturelle et soutenir les artistes sont des objectifs interdépendants.

En conclusion, on s'étonnera que le numérique n'ait pas fait partie des sujets les plus commentés même si quelques idées ont été agitées en la matière. De même, peu d'interventions ont, au moment où nous avons consulté la plateforme, fait référence à la demande d'expression culturelle ou de reconnaissance des minorités, au désœuvrement des jeunes, qualifiés ou non, et à la nécessité de leur proposer des chemins de réussite et d'insertion par la culture. En définitive, mis à part de rares remarques agressives oscillant entre haine de l'institution et haine de la culture, les préconisations se veulent constructives et soucieuses d'améliorations dans trois directions générales :

développer les conditions d'accès à l'offre culturelle de service public
soutenir des formes plus actives de participation à la vie culturelle
prendre en compte la capacité contributive de chacun en matière culturelle.

Au fond, les internautes du grand débat culturel réclament une meilleure prise en compte de ce que l'on appelle communément les droits culturels. Revendiquer en faveur de la culture pour tous, c'est souligner en creux la persistance des inégalités d'accès à l'offre culturelle. Les politiques culturelles doivent poursuivre l'effort et les réformes pour faire progresser la démocratie dans les pratiques culturelles. Mais elles ne sauraient mener ce combat à elles seules car il dépend, pour l'essentiel, de la démocratisation de la société elle-même.

Une synthèse du débat est également [disponible en ligne](#).